Critique Sociale

numéro 22 - septembre 2012

Combattons l'austérité sauce Hollande

Le soir de son élection, le 6 mai dernier, François Hollande a déclaré que ce vote était dirigé contre l'austérité[1]. Puis, il a tout naturellement appliqué une politique d'austérité – sans employer le mot (et, malgré tout, en supprimant certaines des mesures les plus injustes prises par le gouvernement précédent).
C'est la sauce Hollande : l'accompagnement change, mais le plat d'austérité – qu'on veut nous faire avaler de force – demeure. Loin d'avoir tiré les leçons de la défaite du sarkozysme, la droite poursuit pour sa part sa surenchère déconnectée de la réalité, qui crée de nouvelles tensions.
Mais le problème n'est pas l'individu François Hollande, ou tout autre politicien, ni même les institutions spécifiques de la france ou de l'Union européenne : on retrouve en fait la même situation actuellement partout dans le monde.

Plus largement, la tendance est à la réduction des droits sociaux et des services publics, ce qui était déjà avant la crise l'objectif des partisans du « libéralisme économique »[2]. Sans intervention des travailleurs pour l'empêcher, les saignées sociales se poursuivront. Le capitalisme est actuellement incapable de proposer une perspective – même socialement contestable ! – de résolution de la crise économique et sociale, dont il est la cause[3]. Or, la situation est explosive : le chômage est toujours en hausse[4], et l'austérité se poursuit contre les classes populaires.

Cette politique violente a des conséquences dramatiques. Le 16 août, la police a tiré sur des mineurs en lutte pour des hausses de salaire en Afrique du Sud, faisant au moins 34 morts, tués au nom du profit. Une fois de plus, le capitalisme tue. Début août, un allocataire du RSA est mort en banlieue parisienne après s'être immolé par le feu dans les locaux de sa CAF, suite à la suspension de son

---

[1] « *Dans toutes les capitales, au-delà des chefs de gouvernement et des chefs d'Etat, il y a des peuples qui grâce à nous espèrent, regardent vers nous, et veulent en terminer avec l'austérité.* » (discours place de la Bastille).

[2] Voir « L'absurdité du "libéralisme économique" », *Critique Sociale* n° 3, décembre 2008, pp. 8-10.

[3] On pourrait également développer la question écologique, qui apparaît comme impossible à résoudre sans sortir du mode de production capitaliste.

[4] Au sein de l'Union européenne, le taux de chômage est passé en un an de 9,6 % à 10,4 % (chiffres Eurostat). Le nombre officiel de chômeurs dans l'UE est de 24 millions.

allocation. Les politiques de « chasse aux chômeurs » et de « chasse aux allocataires » ont bel et bien des conséquences comme celle-ci, même si la plupart du temps elles ne sont pas aussi spectaculaires et donc non médiatisées.

De plus, le gouvernement n'a aucune solution face aux nombreux plans de licenciements collectifs qui sont en cours, annoncés, ou à venir. Si elles s'unifient et s'élargissent, les luttes des travailleurs visés pourraient être le point de départ d'une remise en cause plus large du système. Un communiqué commun d'organisations d'extrême gauche[5] va dans ce sens. Mais il ne faudrait pas se contenter simplement de communiqués : ces organisations pourraient par exemple impulser la création de comités de lutte unitaires, organisés par zone géographique.
Car une véritable solution ne peut venir que de la base, pour inventer un autre système social. L'organisation actuelle de la société, économique et politique, ne permet pas de sortie prévisible de la situation de crise subie par les classes populaires du monde entier depuis 4 ans. L'alternative pragmatique pour sortir de cette impasse, c'est de prendre nous-mêmes en mains nos affaires.

Dans l'immédiat, il s'agit de lutter contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement Hollande-Ayrault. Plus largement, au niveau mondial des voix s'élèvent pour exiger cette mesure générale : cesser de rembourser les dettes, ce qui implique d'abord un véritable rapport de force, et ensuite d'en finir avec le système bancaire lui-même.
Le pacte budgétaire européen, dit aussi « traité Sarkozy-Merkel », qui est désormais soutenu par le gouvernement Hollande-Ayrault, devrait être voté en france début octobre. Il s'agit d'une avancée de plus pour l'austérité. Mais plus fondamentalement, les véritables carcans ne sont pas tel ou tel traité : ce sont le mode de production capitaliste, l'aliénation et l'exploitation par le travail contraint, et l'organisation hiérarchique de la société.
Contre la fausse unification européenne proclamée par les chefs d'Etat, et qui n'est en fait que le prolongement des politiques anti-sociales qu'ils mènent chacun dans leur pays, il nous faut construire une Europe des travailleurs, pour aller vers un monde sans patrie ni frontière.

Les problèmes de fond ne se résoudront pas en changeant de gouvernement, on le voit bien. Une lutte victorieuse ne pourra qu'être révolutionnaire et internationale, pour et par la démocratie sociale.

*   *   *

Pourquoi nous soutenons la lutte du Printemps érable

> Voici le texte d'un tract diffusé par *Critique Sociale* en juin 2012. Nous avons par ailleurs organisé une réunion d'information/débat à propos de ce mouvement, le 13 juin à Paris.

Depuis plusieurs mois, les étudiants au Québec mènent une importante lutte contre la hausse des frais d'inscription. Cette mobilisation, qui a donné lieu à d'historiques manifestations de masse, est en butte à une forte répression du pouvoir, qui a même fait passer au mois de mai une loi spéciale – la « loi 78 » – qui n'a pour but que de tenter de tuer le mouvement. Ce texte antidémocratique qui supprime purement et simplement le semestre de grève et tend à interdire tous les rassemblements de protestation, a mis le feu aux poudres et déclenché un mouvement social qui dépasse désormais la question de l'université. C'est toute la question de la protection sociale, de la santé et des services publics qui est posée.

---

[5] Alternative Libertaire, Fédération Anarchiste, Mouvement des Objecteurs de Croissance, et Nouveau Parti Anticapitaliste, le 11 juillet 2012 : npa2009.org/content/conférence-sociale-communiqué-commun-dal-fa-moc-npa

Ce mouvement massif est porté par toute une partie de la population au-delà des étudiants, et tous s'expriment à la base, dans des assemblées générales qui donnent des mandats clairs à leurs représentants. Cette auto-organisation dans la durée est un exemple pour le monde entier : nous devrions nous inspirer de ce dynamisme et de cette spontanéité, et ne pas laisser à ceux qui prétendent être des professionnels de la lutte le pouvoir sur nos mouvements, comme en 2010 face à la contre-réforme des retraites. Ces gens, qui se permettent de dire au moment qui les arrange « *il faut savoir terminer une grève* », doivent s'incliner devant les assemblées générales qui sont la réalité du mouvement. La prochaine fois que vous irez à une manifestation, demandez-vous si vous y allez à l'appel d'une centrale syndicale, ou d'une assemblée de base qui a collectivement discuté et voté une initiative. La lutte au Québec nous rappelle ce qu'est un mouvement, et c'est notamment pour cela que nous la soutenons.

Cette lutte est aussi la nôtre, car l'accès de tous à l'éducation, à l'université, à la santé, à la protection sociale comme à la culture est remis en cause par les politiques d'austérité ici aussi en Europe. Ce sont bien ces questions qui sont en jeu là-bas comme ici, comme à Athènes, à Madrid ou à Berlin. Partout, les patrons et leurs fondés de pouvoir, les gouvernements de droite ou de soi-disant « gauche » font payer aux travailleurs, aux jeunes, aux précaires et aux chômeurs la faillite actuelle de leur système financier.
C'est aussi en soutenant les mouvements dans les autres pays que nous pourrons changer quelque chose là où nous sommes. Seule la solidarité internationale peut effectivement ouvrir des perspectives de changement réel dans la situation de chacun. Il n'y a pas de solution nationale, pas de salut dans les seules élections – anticipées ou non – pas plus au Québec qu'ici. Des mouvements démocratiques, des assemblées à la base prenant les décisions qui les concernent sont les seuls moyens dont nous disposons pour modifier le cours des choses et construire une autre société, débarrassée de l'exploitation. Comme les problèmes sont planétaires, et que les solutions nationales ont toutes toujours échoué, il nous faut envisager chaque question, chaque mouvement comme une partie d'un mouvement social mondial à construire.

*   *   *

Entretien avec Charles Reeve

> Tu as écrit plusieurs livres sur le capitalisme d'Etat chinois. La Chine est devenue une puissance commerciale dans le capitalisme mondialisé. Certains expliquent simplement sa force par la non-convertibilité de sa monnaie et son régime répressif. Les luttes ouvrières s'y développent pourtant, ou en tout cas on en entend davantage parler. En l'absence de syndicalisme indépendant, s'agit-il toujours de grèves sauvages ou la situation est-elle plus complexe ? S'agit-il toujours de luttes cantonnées à une seule entreprise ou y a-t-il des formes de coordination, ou simplement d'extensions, à des branches ou des villes ?

Brève mise au point… Il peut y avoir syndicalisme indépendant et grèves sauvages. Une grève est sauvage par rapport à la stratégie de la bureaucratie syndicale, fut-elle indépendante des partis. Et un syndicat indépendant qui fonctionne selon le principe de la négociation et la cogestion, est opposé à toute action autonome des salariés pouvant déranger sa nature « responsable » et « réaliste ». La grève sauvage est une action qui montre que les intérêts des travailleurs ne coïncident pas nécessairement avec les objectifs du syndicat, institution négociatrice du prix de la force de travail. Inversement, il y a eu dans l'histoire du mouvement syndical, aux Etats-Unis et en Afrique du Sud par exemple, des grèves sauvages sur des objectifs réactionnaires, parfois même racistes.

En Chine, la situation est certes complexe. Le syndicat unique (*ACFTU*, *All China Federation of Trade Unions*), est lié au parti communiste et a joué pleinement son rôle de police de la classe ouvrière pendant le maoïsme et après. Depuis l' « ouverture » (au capitalisme privé), il est devenu une gigantesque machine de gestion de la force de travail au service des entreprises, y compris les entreprises privées étrangères dans les Zones Economiques Spéciales. Il est totalement discrédité auprès des travailleurs. Il est perçu à la fois comme la police et un appendice de la direction des entreprises. Depuis quelques années, la bureaucratie du Parti communiste a fait des efforts pour restituer au syndicat unique un semblant de crédibilité. Ainsi, par exemple, des campagnes démagogiques furent lancées pour « organiser » les *mingong,* c'est-à-dire pour introduire un certain contrôle du parti dans ces communautés ouvrières marginalisées, des immigrés de l'intérieur sans papiers, à l'intérieur de leur propre pays. Tout cela fut sans effets ni suites et l'image de l'*ACFTU* auprès des travailleurs n'a pas changé. Parfois, le pouvoir central fait pression pour que les instances de l'*ACFTU* se positionnent contre telle ou telle direction d'entreprise à capitaux étrangers. Puis, dans des luttes récentes, on a vu à nouveau les nervis du syndicat attaquer des grévistes et des piquets en défense de ces mêmes entreprises. Preuve que cette organisation reste, par sa nature, foncièrement réactionnaire et du côté du pouvoir, de tous les pouvoirs.

Curieusement, certaines organisations d'esprit syndicaliste indépendant, tel le *China Labour Bulletin* (Hongkong, www.clb.org.hk) continuent, contre vents et marées et à l'encontre de ce qu'ils analysent eux-mêmes, à parler d'une possible transformation du syndicat unique dans un « vrai syndicat » de type occidental. Ils s'appuient sur l'attitude de quelques bureaucrates locaux et régionaux (surtout dans le sud, le Guangdong) qui tentent de jouer un rôle négociateur afin de déminer la situation explosive existante. Les militants de ces organisations indépendantes (comme le *China Labour Bulletin*) sont imprégnés de la vision traditionnelle du mouvement ouvrier. Pour eux l'organisation « naturelle » des travailleurs est le syndicat et seul le syndicat peut exprimer la conscience ouvrière, qui, sans l'aide des « politiques », ne peut dépasser la conscience trade-unioniste. On connaît le discours. Ils en sont encore aux valeurs et principes du vieux mouvement ouvrier qui se rattache à l'idée social-démocrate d'antan.
En Chine, il n'y a pas de syndicalisme indépendant et il n'y en aura pas tant que la forme politique du Parti-Etat perdurera. Vu la force du mouvement gréviste depuis maintenant des années, l'absence d'organisations créées à partir de la base témoigne du degré de répression du pouvoir. Et toutes les grèves sont par définition sauvages, puisqu'elles doivent se faire hors de l'autorisation et du contrôle de l'*ACFTU*. Or, tout mouvement, toute lutte, impliquent une organisation, principe de lutte ouvrière. En Chine on se trouve face à des organisations éphémères, des comités de grève informels, animés par les travailleurs(euses) les plus militant(e)s. Ces organisations disparaissent toujours après la lutte. La plupart du temps, ces travailleurs plus actifs et courageux payent de leur personne, ils sont arrêtés, disparaissent dans l'univers carcéral. Il semble que, depuis un certain temps, le pouvoir est plus tolérant, moins féroce dans la répression. Ces organisations informelles ne sont pas reconnues mais on les réprime moins. Ce changement d'attitude est à mettre au crédit de la crise profonde et complexe de la classe politique chinoise, de ses divisions internes. Une des facettes de cette crise est la fracture existante entre les pouvoirs locaux et le pouvoir central, ce dernier allant jusqu'à soutenir parfois les grévistes pour mieux affaiblir les potentats locaux. De leur côté, les grévistes tentent aussi de jouer sur ces divisions et antagonismes pour obtenir satisfaction. Et le syndicat unique traversé par les divisions des fractions du pouvoir politique est d'autant plus paralysé.

La dernière tentative de création d'une structure ouvrière permanente, d'esprit syndicaliste et indépendante du parti communiste, date de 1989, lors du Printemps de Pékin, avec la constitution de *l'Union Autonome des Ouvriers*. Le massacre de Tian'anmen, le 4 juin, frappa tout particulièrement ses militants (Charles Reeve et Hsi Hsuan-wou, *Bureaucratie, bagnes et business*, Insomniaque, 1997).

Il existe aujourd'hui un réseau d'ONG, souvent créées à Hong Kong, qui comblent le vide et jouent un rôle syndical, en évitant précautionneusement toute confrontation politique avec le pouvoir. (Pun Ngai, *Avis au consommateur*, Insomniaque, 2011)
Jusqu'à très récemment, les luttes ouvrières restaient isolées à des entreprises ou régions. Il faut pourtant relativiser cet isolement et reconnaître que la situation change. Isolement ne veut pas dire séparation. Il y a une unification qui se fait par les revendications communes, par la conscience de partager l'énorme mécontentement social, d'appartenir à la société des exploités, de s'opposer à la mafia du pouvoir et des capitalistes rouges. Le rôle des nouvelles technologies, de la blogosphère en particulier, est primordial (*Les mots qui font peur*, Insomniaque). On serait presque tenté de dire que les informations circulent aujourd'hui plus vite en Chine que dans les sociétés de « libre information » comme les nôtres, où à force de pouvoir tout dire et tout savoir on ne dit rien et on ne sait rien. Où l'information est soumise au consensus de ce qui est « important », ce qui est considéré « information ». En Chine, par le réseau des nouvelles technologies, une lutte importante, une émeute populaire, des manifestations contre une usine polluante, sont rapidement partagées par des centaines de milliers d'autres travailleurs.
Il est rare qu'il y ait des « formes de coordination » et, surtout, elles restent totalement clandestines. On peut, par contre, constater aujourd'hui une nouvelle tendance dans ces luttes : leur extension. Depuis quelque temps, les luttes sortent rapidement des entreprises et s'attaquent aux lieux du pouvoir local, mairies, siège du parti, police, tribunaux.
On constate aussi une extension des luttes qui se généralisent dans des zones industrielles. La solidarité de classe augmente et des travailleurs se déplacent pour prêter main-forte à ceux qui se battent ailleurs. La présence des *mingong,* communautés de travailleurs sans droits, violemment exploitées, joue un rôle important dans cette extension. C'est un processus en cours, vécu très consciemment, et qui est très politique au sens qu'il dépasse rapidement les revendications immédiates et affronte les organes de répression et de décision de la classe dirigeante. Politique aussi dans le sens que ces luttes sont porteuses d'un désir d'une société différente, d'une société non inégalitaire, non répressive, non contrôlée par la mafia du parti. Certes, le projet démocratique parlementaire de type occidental, défendu par des courants dissidents peut s'y enraciner. C'est inévitable et c'est logique. Qu'il puisse s'imposer, scellant toute perspective d'émancipation sociale, c'est aussi possible. Tout dépend, en dernier ressort, de l'ampleur des mouvements sociaux et de leur radicalité.

> Dans la notice biographique sur Paul Mattick (père) que tu publies dans « *Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie ?* », tu parles d'un « épuisement du projet keynésien ». C'est un peu ce que disait aussi Pierre Souyri dans son livre, également posthume et inachevé, « *La Dynamique du capitalisme au XXe siècle* » : l'utilisation de l'Etat pour « apaiser » la lutte des classes et dynamiser l'investissement, et la production par ses commandes, n'a pas survécu aux lendemains de la crise pétrolière et à la mobilité mondialisée du capital. L'Etat semble désormais la proie au lieu d'être le renfort. Mais ne voit-on pas des signes d'essoufflement du projet néo-libéral qui a succédé au projet keynésien : les populations résistent aux excès de privatisations des services et les capitalistes hésitent sur le capital fictif depuis la crise de 2008 ?

C'est une excellente idée de partir de Paul Mattick (1904-1981) pour reparler de Pierre Souyri (1925-1979). Deux théoriciens proches, malgré des parcours différents, construits dans des contextes historiques différents. Les deux sont assez peu connus, presque jamais étudiés, voire ignorés, en dehors des petits cercles radicaux. Souyri l'est encore moins que Mattick, même s'il a eu un parcours universitaire après sa participation à *Socialisme ou Barbarie* (où il signait Pierre Brune). Souyri était sensible aux idées de Mattick, dont il était un lecteur attentif. Son livre posthume *La dynamique du capitalisme au XXe siècle (*Payot, 1983*)* est passé quasi inaperçu à sa parution et n'est presque jamais cité.

Mattick et Souyri partagent une même théorie de la crise capitaliste, fondée sur la question de la baisse de rentabilité du capital et des difficultés d'extraction de la plus value nécessaire à l'accumulation. L'un comme l'autre considéraient que, et au contraire de ce qu'ont défendu la plupart des courants du marxisme radical (par rapport à la social-démocratie), le problème auquel se heurte l'accumulation capitaliste est celui de l'extraction de la plus value et non celui de sa réalisation. Ils se sont démarqués des sous-consommationnistes, qui étaient et restent pour l'essentiel des marxistes keynésiens… ou des keynésiens marxistes. On s'aperçoit ainsi que les idées défendues par Mattick font partie d'un courant plus large, qui intègre entre autres, Souyri en France et Tony Cliff en Grand-Bretagne.

Souyri voyait dans la crise pétrolière de 1974 le signe d'un renversement du cycle d'accumulation capitaliste de l'après guerre (« La Crise de 1974 et la riposte du capital », *Annales*, n°4, 1983). Dans *Le Jour de l'addition (*Insomniaque, 2009 ; une version élargie de ce texte est parue aux Etats-Unis en 2012, chez Reaktion Books et en Allemagne, aux Edition Nautilus), Paul Mattick fils (qui était, lui aussi, compagnon en politique de son père, un autre point commun avec Souyri père et fils…) montre également comment la crise de 1974 fut un tournant à partir duquel le capitalisme a cherché à surmonter sa crise de rentabilité par un recours constant et croissant à l'endettement.

Pour Souyri, le marxisme classique (la social-démocratie et sa gauche bolchevik) a sous-estimé les transformations du capitalisme et sa capacité à intégrer la classe ouvrière. De son côté, Mattick n'a cessé d'analyser le rôle qu'ont joué les organisations du marxisme classique dans cette intégration. Le débat sur la fonction et les limites du keynésianisme part du constat de cette sous-estimation. Souyri s'est intéressé à la question du passage au capitalisme planifié, où l'Etat interviendrait non seulement pour corriger les déséquilibres de l'accumulation mais aussi pour les prévenir, l'idée d'une dynamique qui mènerait à une économie rationalisée. C'était, on le sait, l'idée partagée par des éminents théoriciens de la social-démocratie, dont Hilferding. Pour Souyri, ce passage rendait nécessaire l'intégration capitaliste du prolétariat, car la persistance de la lutte de classe rendait impossible la planification. C'est pourquoi, dans les années 70, il pensait pouvoir conclure que ce passage, cette capacité de l'Etat à planifier l'économie, ne se ferait pas. Comment peut-on confronter cette idée avec la période actuelle ? Plus qu'intégré, le prolétariat est aujourd'hui défait par les mesures de restructuration capitaliste, et, pourtant, la classe capitaliste ne souscrit pas à ce projet de rationalisation de l'économie ; plutôt elle est revenue à l'idée du laisser faire, de la main invisible du marché. Il importe alors de replacer la question sur un autre plan. Ce que faisait Souyri, pour qui, au delà des antagonismes de classe, il y a « un problème plus fondamental : celui de la rentabilité du capital et de son déclin. » (*La dynamique du capitalisme au XXe siècle*, p.29). Souyri constatait d'ailleurs que l'action régulatrice de l'Etat n'a été possible qu'en période de croissance et que, dès que la croissance a été rompue, les limites de l'intervention de l'Etat deviennent visibles, « …les premiers symptômes de déstabilisation du système, permettent de s'apercevoir que les vraies barrières auxquelles se heurte l'accumulation continue du capital sont celles-là mêmes qui limitent l'extraction d'une quantité suffisante de plus value » (p.30). « La crise de 1974 fait nettement apparaître que la planification d'une croissance continuelle est un mythe qui s'effondre aussitôt que le taux de profit se contracte » (p.38).
C'est donc dans le problème de la rentabilité et de la baisse tendancielle du taux de profit du secteur privé, qu'il faut chercher l'épuisement du projet keynésien, de ses velléités à réguler le capitalisme. Ici Souyri se trouve en convergence avec l'analyse des limites de l'économie mixte faite par Mattick. Pour Souyri comme pour Mattick, « la rentabilité du capital privé a subi une érosion graduelle qui lui a enlevé sa capacité d'auto-expansion » (p.35). Ce que Keynes reconnaissait lui aussi, tout en prétendant y apporter une « solution » capable d'éviter une possible rupture sociale et ses dangers révolutionnaires. Or, argumente Mattick, cette « solution », l'interventionnisme économique, fait disparaître les conditions mêmes qui la rendaient efficace, se révèle être un nouveau problème. L'accroissement de la demande par l'intervention de l'Etat agit sur la production globale sans

parvenir à restaurer la rentabilité du capital privé et entraîner durablement l'accumulation ; augmente l'endettement et pèse d'autant plus sur l'insuffisance des profits privés.

Aujourd'hui, alors que les effets d'une profonde crise du capitalisme sont vécus au quotidien, les débats sur la nature de la crise sont rares ou confinés à des milieux confidentiels. On continue à parler de « crise monétaire » sans l'expliquer. La critique du keynésianisme est essentiellement portée par les néo-libéraux. Et les voix qui se démarquent du discours officiel viennent d'économistes néo-keynésiens. C'est le cas, en France, du cercle *Les économistes atterrés,* ou encore de Frédéric Lordon, dont les discours prennent une place centrale dans la mouvance post *ATTAC* et dans *Le Monde Diplomatique*. Dans un de ses derniers articles, Lordon propose « un grand compromis politique, le seul qui puisse rendre le capitalisme temporairement admissible, en fait le minimum que devrait revendiquer une ligne social-démocrate un peu sérieuse (…) », lequel se résumerait pour l'essentiel à l'acceptation de la déstabilisation créée par le capitalisme en échange d'un engagement des capitalistes à « assumer les dommages collatéraux », « faire enfin payer au capital le prix des désordres qu'il recrée indéfiniment dans la société par le travail sans fin de ses déplacements et de ses restructurations. ». Ce « grand compromis » néo-social démocrate serait une pâle copie de ceux du passé ; il ne s'agit même plus de « corriger » ou « prévenir » les crises, mais de « vivre avec » et de « payer pour les désordres » engendrés par le système. (Frédéric Lordon, « Peugeot, choc social et point de bascule », *Le Monde Diplomatique*, août 2012). Face à cette déliquescence programmatique de la « gauche » on mesure l'importance de l'œuvre de Paul Mattick, sa critique du keynésianisme d'un point de vue anti-capitaliste.

Souyri écrit : « Entre une économie où le secteur public est limité et subordonné au capitalisme des monopoles et une économie où le secteur étatisé devient prédominant tandis que le secteur privé tend à devenir résiduel, il existe une différence quantitative qui tend à devenir une différence qualitative. La société bourgeoise ne peut pas entièrement étatiser l'économie sans cesser d'être la société bourgeoise. » (Ibid, p.18).
Ce débat sur la dynamique du capitalisme et l'évolution possible vers une forme de capitalisme d'Etat est aussi présente dans l'œuvre de Mattick. Lequel considérait aussi que les limites de l'économie mixte peuvent poser, à terme, le problème de l'expropriation du capitalisme privé par les prélèvements de l'Etat, transferts des profits privés vers le secteur public. Cette dynamique ne peut que rencontrer l'opposition de la classe bourgeoise. Et la « différence qualitative » soulève une question politique majeure. Le néo-libéralisme est aujourd'hui une réaction idéologique militante à cette tendance et à ce danger. Une reconnaissance par les économistes bourgeois des limites de l'économie mixte. Pourtant, et malgré l'impact de ce discours anti-keynésien, le niveau de l'intervention d'Etat n'a jamais été si élevé depuis la fin de la deuxième guerre. Et, comme le soulignait Mattick, toute diminution de cette intervention ramène les économies vers la récession. L'essoufflement du projet néo-libéral se retrouve dans cette marge étroite, entre cette absence de « capacité d'auto-expansion » du capitalisme privé et l'impossibilité de continuer à accroître l'intervention de l'Etat dans l'économie.

Ceci étant, ce danger qui menace la société bourgeoise explique que les capitalistes privés ne peuvent pas temporiser face aux tendances interventionnistes. Et que les tendances politiques néo-libérales ne désarment pas. Il en va, à terme, de la survie de la classe bourgeoise. L'Etat ne devient pas leur proie, il reste leur institution politique, dont ils se servent pour piller l'ensemble de l'économie, pour sauvegarder et faire fonctionner les réseaux de spéculation, s'approprier les profits sans pour autant relancer l'accumulation. On peut néanmoins imaginer l'avènement d'une situation de soulèvement social face à laquelle la seule façon de préserver le mode de production capitaliste serait un retour à l'interventionnisme généralisé, à une étatisation de l'économie, où même la bourgeoisie se rangerait tactiquement derrière un programme « socialiste d'Etat ». Donnant une fois de plus du sens à la phrase de Rosa que Mattick a repris en exergue dans son dernier livre, « La classe bourgeoise dispute son dernier combat sous un drapeau imposteur : le drapeau de la révolution elle-même. » Mais le

drapeau de la social-démocratie, du capitalisme d'Etat masqué en « socialisme possible », est lui-même aujourd'hui bien discrédité. La social-démocratie s'est, elle-même, fourvoyée dans les marais du néo-libéralisme. On peut alors espérer que, vu l'état de développement des sociétés et l'expérience historique accumulée, une telle situation ouvrirait la voie à d'autres possibles, à une lutte vers l'émancipation sociale.

Nous n'en sommes pas là. Pour le moment les capitalistes s'acharnent à augmenter les taux d'exploitation dans l'espoir d'augmenter substantiellement les profits et inverser la tendance au désinvestissement. Mais, déjà en 1974, Souyri écrivait : « Une politique inconsidérée de réaction en matière de salaires pourrait bien avoir pour effet d'accumuler dans le prolétariat un désespoir et des colères dangereuses, sans pour autant modifier sensiblement le taux de profit d'une manière positive. » (« La Crise de 1974 et la riposte du capital », ibid). C'est la situation dans laquelle on rentre aujourd'hui. Si l'effondrement des économies s'approfondit elle entraînera la désorganisation des sociétés. Les luttes sociales subiront, elles aussi, une modification qualitative. La résistance ne suffira plus, la subversion de l'ancien ordre social apparaîtra à certains comme une nécessité. Du point de vue du capitalisme, vu le stade d'accumulation auquel il est parvenu, pour rétablir la rentabilité il faudra plus que de la surexploitation, une destruction gigantesque de capital et de force de travail. Des guerres isolées, délimitées, comme celles qui se succèdent, ne suffiront pas, alors que le capitalisme, par sa technologie nucléaire, se trouve désormais devant sa capacité d'autodestruction.

Nous sommes à l'aube d'une longue période où le capitalisme prouve à nouveau sa dangerosité comme système. Les conséquences politiques nous sont encore impossibles à saisir. L'alternative, émancipation sociale ou barbarie se pose à nouveau à l'évidence. Les formes que prendra un possible mouvement émancipateur seront nouvelles. Comme celles de la barbarie politique, car même le fascisme du passé, système politique et social de la contre-révolution n'est plus d'actualité, variante totalitaire de l'interventionnisme d'Etat. Lire aujourd'hui Mattick et Souyri, entre autres, peut nous aider à mieux discerner où nous en sommes et les chemins à éviter.

> Les mobilisations actuelles contre les mesures « d'austérité » - sous des formes diverses comme le mouvement « Occupy » aux Etats-Unis ou les « indignés » dans d'autres pays - constituent-elles selon toi une nouvelle forme de la lutte des classes ? Plus largement, comment analyses-tu les réactions des travailleurs face aux conséquences de la crise capitaliste, que les classes dirigeantes nous font partout subir ?

On peut commencer par la fin. En Espagne, en 2011, les banques ont expulsé de leurs logements, avec l'aide de la police évidemment, entre 160 et 200 personnes par mois. Ces chiffres continuent d'augmenter. En même temps, le nombre d'expulsions empêchées par des mobilisations collectives a été de l'ordre d'une par jour. Si la disproportion est énorme il n'en reste pas moins qu'il existe un fort mouvement d'opposition aux expulsions. Il s'articule désormais avec le développement d'actions de travailleurs à la rue visant à occuper – « libérer » disent ceux qui les mènent – des immeubles vides appartenant aux Banques et sociétés immobilières. De grandes propriétés agricoles (appartenant à l'agro-industrie ou aux banques) commencent aussi à être occupées par des salariés agricoles et des chômeurs, surtout en Andalousie et dans la province de Cordoue. Ces actions directes sont exemplaires des nouvelles formes d'action menées par des travailleurs qui subissent directement les effets des politiques d'austérité. Le cas espagnol est sans doute celui en Europe où les luttes se radicalisent le plus. Et cette radicalisation, la popularité de ces actions, ne sauraient être séparées de l'impact des mouvements des *Indignés*, en Espagne le mouvement *15 M*. Aux Etats-Unis, où le mouvement *Occupy* a été écrasé par une forte répression de l'Etat fédéral et des autorités locales, les groupes locaux qui continuent à se réclamer d'*Occupy*, s'investissent également dans la lutte contre les expulsions dans les quartiers populaires. Ces luttes se caractérisent par le fait qu'elles sortent du

cadre purement quantitatif de la revendication immédiate. Elles vont à l'encontre du cadre légal et posent la question de la nécessaire réappropriation des conditions de vie par celles et ceux qui font fonctionner la société.
Les mouvements des *Indignés* ont fait leur chemin, avec des différences et des contradictions, selon les conditions spécifiques à chaque société. Ils sont chargés de contradictions et d'ambiguïtés, mais ils sont différents de ceux que nous avons vécu auparavant. Là où leur dynamique a été la plus forte, où le mouvement a réussi à garder durablement l'espace public, en Espagne et aux Etats-Unis, des divergences ont fini par prendre une forme organisée, entre réformistes et radicaux. Progressivement, cette dernière tendance, opposée à l'électoralisme et à la négociation, a investit son énergie et sa créativité dans des actions directes, comme celles du soutien à des grèves et occupations de logements vides, des actions contre les expulsions, contre les banques. Ils se démarquent des formes d'action précédentes, intègrent les impasses et défaites du passé récent, discutent les principes du compromis et des tactiques négociatrices. Très critiques de la classe politique et de la corruption qui lui est associée, ils questionnent – de façon plus ou moins extrême – les fondements même de la démocratie représentative. Ils cherchent de nouvelles voies, s'interrogent sur la priorité de l'affrontement physique avec les mercenaires de l'Etat et sont particulièrement sensibles à la nécessité d'élargir le mouvement. Ils doutent des projets d'aménagement du présent, rejettent la logique productiviste capitaliste actuelle et posent la nécessité d'une société différente (groupe Etcétera, « A propos du caminar indignado », Barcelone, mars 2012, publié dans *Courant Alternatif,* mai 2012). Ces préoccupations sont clairement antinomiques avec l'activité consensuelle et normative des institutions partidaires et syndicales traditionnelles. L'énergie créative dégagée par ces mouvements a permis leur extension sociale, parfois au-delà de ce qu'on pouvait prévoir. Un exemple récent, le grand mouvement étudiant qui vient de secouer la société québécoise, alors qu'il avait débuté avec de simples revendications corporatistes (Des casseroles en ébullition « La grève étudiante québécoise générale et illimitée : quelques limites en perspective », dndf.org/?p=11532).

Parmi les idées portées par ces mouvements celle de l'*Occupation* semble avoir rencontré un large écho. Ainsi que la proposition selon laquelle les intéressés doivent agir directement, par eux-mêmes, pour eux-mêmes, afin de résoudre leurs propres problèmes. L'insistance mise dans l'organisation de base a été un élément moteur de ces mouvements, par la constitution de collectivités non hiérarchiques, méfiantes des manipulations politiques, insoumises aux charismes de chefs. Lorsque la presse la plus consensuelle (*Paris Match* et *Grazzia*, pour ne citer que deux exemples récents…) s'intéresse aujourd'hui de façon paternaliste aux *Indignés*, c'est pour regretter qu'ils se soient éloignés de la vie politique traditionnelle et aient refusé de se donner des chefs, carences qui, bien évidemment, sont avancées comme la cause principale de leur échec.
Aux Etats-Unis l'impact du mouvement *Occupy* et de ses idées a été énorme et il est trop tôt pour en analyser la portée et la suites (Charles Reeve, « Occupy, cette agaçante interruption du « business as usual », www.article11.info/?Occupy-cette-agacante-interruption#a_titre). Si, au départ, il a touché surtout les jeunes étudiants-travailleurs précaires, qui constituent désormais une fraction croissante de la « classe ouvrière » en termes sociologiques, le mouvement a très vite attiré à lui – comme en Espagne – la grande masse des éclopés du capitalisme contemporain, exclus, sans-abris et autres itinérants de la vie. En plusieurs grandes villes, ils constituaient, vers la fin, une partie importante des campements de rue. Mais *Occupy* a aussi captivé les secteurs les plus combatifs du mouvement ouvrier, interpellé les syndicalistes de base. Ceci dit beaucoup sur l'état de désarroi dans lequel se trouvent les travailleurs conscients de l'impasse du syndicalisme devant la crise et la violence de l'attaque capitaliste.
Le slogan « We are the 99% », au-delà de son sens simpliste et réducteur, a battu en brèche l'expression idéologique de « classe moyenne », catégorie dans laquelle on intègre tout salarié, travailleur, ayant un niveau de consommation (à crédit, bien sûr) moyen. Il a également dévoilé la tendance actuelle du capitalisme, la concentration de la richesse et du pouvoir dans une infime partie de la société. Ainsi, après *Occupy,* les concepts d'exploitation, de classe, de société de classe ont refait surface dans le discours public. Dans un vaste territoire-continent comme c'est le cas aux

Etats-Unis, où les conflits, grèves, mobilisations étaient de plus en plus séparées les unes des autres, le mot Occupy constitue désormais une référence unificatrice dans toute lutte locale, sectorielle.

L'occupation de la rue n'est pas l'occupation d'un lieu de travail. Mais, aux Etats-Unis et en Espagne, l'esprit d'*Occupy* et du *15M* a de toute évidence contaminé le « monde salarié ». Il retrouve un écho chez des travailleurs conscients du fait que la lutte syndicale du passé est désormais sans prise sur le renversement, ou même le ralentissement, du mouvement du capitalisme et les décisions agressives des capitalistes. Le seul objectif qui a un sens dans le cadre de l'effondrement actuel de secteurs industriels est de créer par la lutte un rapport de force, d'obtenir un maximum d'argent de la classe capitaliste, de faire payer cher sa peau. La lutte des ouvriers de *Continental* a été, à ce titre, exemplaire. S'acharner à vouloir rendre viable telle ou telle entreprise, tel ou tel secteur, ne fait qu'endormir les victimes. L'idée d'« autogérer » une entreprise isolée apparaît encore plus dérisoire aujourd'hui face à la mondialisation du capitalisme. On verra quelle forme et contenu prendra la lutte à venir dans l'automobile français. Si elle pourra unifier d'autres luttes, d'autres secteurs où la classe capitaliste va frapper. Dans un premier temps le gouvernement et les syndicats se cantonnent à un discours de « restructuration », alors que le secteur automobile est soumis à une concurrence mondialisée dans des marchés saturés. Les militants de la gauche syndicale (la dernière tâche historique des trotskistes !), font ce qu'ils savent faire et qu'ils ont toujours fait : créer un comité de lutte, accéder aux comptes de l'entreprise et revendiquer l'interdiction des licenciements. Au-delà, ils n'ont rien à dire – ou ils s'interdisent de le dire pour des considérations tactiques – sur le sens social, humain et écologique, de la production automobile sur comment et pourquoi sauvegarder une telle logique, une production qui épuise les hommes et les sociétés.



Une banderole d'*Occupy Oakland*, novembre 2011.

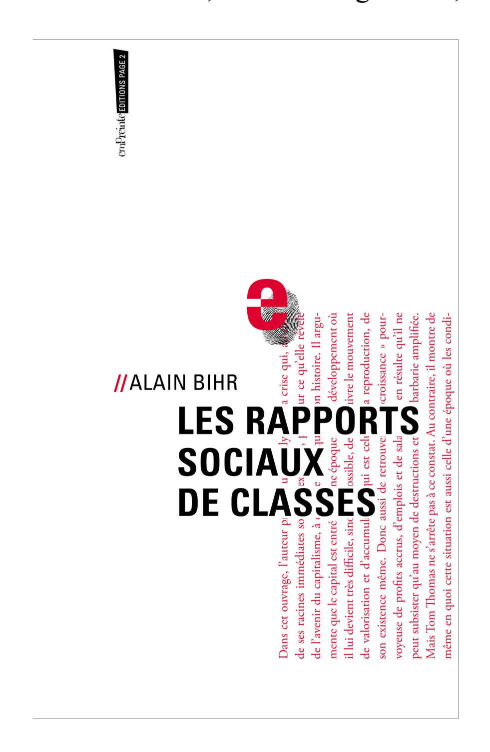
On peut, bien sûr, critiquer les mouvements des *Indignés*, souligner ses contradictions et ses ambiguïtés. Mais comment comparer ces mouvements qui ont secoué en quelques mois des sociétés modernes, avec l'état aphone des luttes ouvrières ? D'où il ne ressort actuellement, et pour cause, la moindre proposition alternative, la moindre idée d'un monde différent, si ce n'est des résistances et le souhait d'un retour au passé proche, celui-même qui a enfanté le désastre présent. Les mouvements *Indignés* sont-ils « une nouvelle forme de la lutte des classes » ? Ils sont, certainement, une forme de lutte qui est en rapport avec la période actuelle de la lutte des classes. Ils réveillent la société et les exploités les plus conscients aux dangers du mouvement du capitalisme, à la nécessité de dépasser la litanie classique de la revendication immédiate pour se poser des questions sur l'avenir de la société. Le mouvement ouvrier est vieux et ne peut offrir ni opposition ni alternative aux attaques capitalistes en cours. Il se meurt et il est vain de vouloir y remédier. Un nouveau mouvement doit se construire à partir des luttes de celles et ceux qui se démarquent des vieux principes et formes d'action. Ca prendra du temps. *Occupy* et le *15M,* entre autres, ont tracé des chemins, indiqué des façons de faire. Le travail de la Taupe fera le reste. Ce n'est qu'un au revoir et les formes et contenus de ces mouvements réapparaîtront transformés, ailleurs et plus tard, dans d'autres mouvements avec des dynamiques nouvelles.

Charles Reeve, 15 août 2012 (propos recueillis par Stéphane Julien et Marie Xaintrailles).

*   *   *

Un livre d'A. Bihr sur les rapports de classes

Alain Bihr, *Les Rapports sociaux de classes*, Editions Page Deux, 2012, 140 pages, 9,50 euros.



Ce livre constitue une initiation à l'analyse théorique des rapports de classes. Alain Bihr explique clairement qu'il s'inspire des analyses de Karl Marx, sans dogmatisme ni exclusive. Il développe les éléments qui fondent l'existence des classes sociales : le travail salarié, le mécanisme de la production de plus-value. Les rapports de classes sont donc principalement « *des rapports d'exploitation, de domination et d'aliénation* » (p. 17). Rappelant en particulier le constat de la lutte des classes, l'auteur explicite les différentes formes qu'elle prend, le rôle de l'Etat, etc. L'Etat est un produit de la lutte des classes ; cependant il influe également sur celle-ci, par différentes modalités qui sont détaillées par l'auteur (pp. 79-90).
En définitive, les rapports sociaux de production « *mettent en jeu l'organisation de l'ensemble des fonctions sociales, de l'ensemble des activités nécessaires à la reproduction matérielle, institutionnelle et symbolique de la société et, en définitive, le pouvoir politique.* » (pp. 28-29).

Alain Bihr expose ensuite ce qu'il considère être les projets de société correspondant à chaque classe sociale : le libéralisme pour la classe capitaliste, le corporatisme pour la petite-bourgeoisie, le « social-étatisme »[6] pour l'encadrement, et le communisme pour le prolétariat.
Le communisme, qui correspond ici au socialisme au sens réel du terme (c'est-à-dire comme alternative à la société capitaliste), est notamment caractérisé par l'auteur comme « *la fin du capital et du travail salarié par la socialisation des moyens de production, la fin des rapports marchands et monétaires* ». Il s'agit pour le prolétariat de « *transformer les moyens sociaux de production en propriété sociale et de les faire fonctionner, selon des plans concertés et à l'intérieur d'unités de production autogérées, de manière à satisfaire les besoins individuels et collectifs de l'humanité au moindre coût en termes de dépense de travail humain et d'empreinte écologique.* » Cette nouvelle société entraînerait la fin des classes sociales, le « *véritable sens du communisme* » étant « *la réalisation de la tendance à la communauté humaine* […] *sous la forme de la recherche d'un monde où n'existeraient ni propriété, ni frontière, ni Etat, pour séparer les hommes entre eux.* » (pp. 119-120)

[6] Que nous appellerons plutôt capitalisme d'Etat.

Cet ouvrage nous rappelle que les rapports de classes sont les rapports sociaux fondamentaux qui structurent la société actuelle. On peut regretter par contre que le style parfois trop universitaire alourdisse la lecture.
Peu de nouveauté donc, mais de très utiles rappels pour comprendre, analyser, et participer à la transformation de la société.

* * *





* * *

« La réduction du temps de travail est la première condition pour améliorer la vie des travailleurs »
(Rosa Luxemburg)

Critique Sociale n° 22, septembre 2012

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le système capitaliste et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info contact@critique-sociale.info

Pour s'abonner à ce bulletin, envoyez un mail à : critiquesociale-subscribe@yahoogroupes.fr

Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity
Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität
Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlõség – Osszetartás